



MAIRIE DE NANTERRE

Service des affaires civiles

AR2024-16

ACTE RENDU EXECUTOIRE

Après transmission en Préfecture des Hauts-de-Seine

Le : **28 MARS 2024**

et publication ou notification le **29 MARS 2024**

ARRETE DU MAIRE

Objet : délégation de signature accordée à Madame Norimène CHAITER.

LE MAIRE DE NANTERRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-30, L 2122-32, R 2122-8 et R 2122-10,

VU le Code Civil,

CONSIDERANT que compte tenu de l'évolution de l'organisation administrative de la ville et pour permettre une bonne administration communale, il convient de déléguer à Madame Norimène CHAITER, fonctionnaire titulaire de la commune, exerçant les fonctions d'agent du service des affaires civiles, les fonctions exercées par le maire en tant qu'officier d'état civil ainsi que les fonctions exercées par le maire en matière de certification matérielle et conforme des pièces et documents, de signature des attestations de recensement et de légalisation de signature.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Sous le contrôle et la responsabilité du maire, délégation de signature est donnée à Madame, Norimène CHAITER fonctionnaire titulaire de la commune, pour remplir les fonctions exercées par le maire en tant qu'officier d'état civil en matière de délivrance des actes d'état civil et d'enregistrement des pactes civils de solidarité.

ARTICLE 2 : Sous le contrôle et la responsabilité du maire, et en cas d'empêchement ou d'absence des adjoints, délégation de signature est donnée à Madame Norimène CHAITER pour remplir les fonctions exercées par le maire en matière de certification matérielle et conforme des pièces et documents, de signature des attestations de recensement et de légalisation de signature.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa date de publication.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet des Hauts de Seine, au Procureur de la République du Tribunal judiciaire de NANTERRE et à l'intéressée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Nanterre, le **28 MARS 2024**

Le Maire de Nanterre

Raphaël ADAM

